

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4225 - Lundi 10 Octobre 2022 - Prix : 200 Fc

EBOLA EN OUGANDA :

Moroni renforce le contrôle aux frontières



Renforcement des mesures de prévention sanitaire à l'aéroport AIMPSI.

PENSION DES RETRAITÉS :

Le ministre des finances débloque 340 millions

LIRE PAGE 3

COSAFA

Les U20 gagnent contre la Namibie

LIRE PAGE 4

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

ACI / CF

OCTOBRE ROSE

PENDANT 1 MOIS, MOBILISONS-NOUS

1er Octobre	Conférence de presse de lancement - Hotel le Retaj / Moroni
Du 3 au 7 Octobre	Tournée Ambulance Rose / Ngazidja
Du 5 Oct au 5 Nov	Dépistage à prix réduit - Ndzuani / Ngazidja
8 Octobre	Journée Sport - Alliance française / Moroni
29 Octobre	Gala Rose - Hotel le Retaj / Moroni
5 Novembre	Marche Rose de Clôture / Moroni

LUTTE CONTRE LES ABUS SEXUELS:

Les enquêteurs outillés sur les aspects psychologiques

Durant cinq jours les enquêteurs ont été outillés sur les aspects psychologiques des traumatismes vécus par les mineurs victimes d'abus sexuels, afin de mieux les accompagner. Cette formation est une nécessité pour assurer un environnement sain des mineurs victimes.

Après 5 jours, le séminaire de renforcement des capacités sur les traumatismes subis par les victimes mineures d'agressions sexuelles et de violences a baissé le rideau vendredi 7 octobre dernier à la gendarmerie. Cette formation qui a vu la participation de magistrats, policiers, gendarmes, officiers de police judiciaire et médecins, rentre dans le cadre du programme d'assistance technique et d'échange d'informations, de la Commission de l'Union européenne (TAIEX), axée sur les mécanismes de protection des mineurs victimes de violences. La cérémonie a été honorée par la présence du représentant de l'Union Européenne à

Moroni, du procureur de la République, du directeur général de la police nationale, du représentant le chef d'état-major et de l'attaché de sécurité à l'ambassade de France à Moroni.

Durant cette formation assurée par le capitaine Vanessa Bosserelle et le lieutenant Mouhand Bouzidi, il était question de montrer aux participants que les violences ont des conséquences multiples sur la santé physique et psychique des mineurs. Le capitaine Vanessa Bausserelle a expliqué que cette formation avait pour but de former les enquêteurs comoriens sur les aspects psychologiques des traumatismes vécus par les mineurs victimes d'abus sexuel. « Nous étions vraiment ravis d'échanger avec eux. Il y avait de l'enthousiasme et de la curiosité. Car nous donnons les généralités, mais il y a aussi des spécificités grâce aux échanges. Il y a eu des exercices de mise en situation, cela a permis d'appliquer tout ce que l'on avait dit de manière théorique et de manière pratique. Nous avons utili-

sé la « salle Mélanie » pour les mises en situation. Cela va leur permettre de mieux se positionner face à un cas d'abus, de pédophilie, d'agression », souligne-t-elle.

Dans son allocution, le procureur de la République de Moroni Mohamed Djouaid a expliqué que cette formation trouve sa pertinence dans le contexte actuel où l'on observe aux Comores, des faits d'agression sexuelle dont le mineur demeure la victime. « Face à cette augmentation galopante et inquiétante des différentes formes de violence à l'endroit des mineurs, la coopération entre les services qui luttent contre les violences faites aux mineurs n'est plus une option. C'est une nécessité vitale pour les Comores en vue d'assurer aux mineurs un environnement sain pour son développement et son épanouissement », déclare celui pour qui, sa présence témoigne sa détermination pour l'accompagnement de toute action tendant à la protection et la prise en charge de ces mineurs.



Formation pour un accompagnement psychologique des mineurs victimes.

Tout le représentant de l'Union Européenne, le commandant Ramadani Mdahoma a expliqué que c'est la troisième session de formation destinée aux enquêteurs et qui consiste en la prise en charge du mineur, de son stress psycho-traumatique. « Le résultat est de faire en sorte que la victime mineur puisse évacuer afin d'éviter les commotions émotionnelles à long terme et de lui permettre d'avoir une vie

meilleure », précise-t-il, en montant « l'importance de renforcer nos partenariats et de mieux coordonner nos efforts, afin d'impulser avec plus d'efficacité la mise en œuvre de mécanismes qui nous permettront de lutter contre les agressions faites aux mineurs ».

Andjouza Abouheir

Prévu de finir en février 2023, le chantier du centre hospitalier universitaire El-Maarouf va malheureusement se prolonger jusqu'à fin 2023. Le coordinateur du projet montre que les plus grands travaux sont déjà réalisés et qu'il ne reste plus que des finitions, et une autre équipe chinoise est attendue à Moroni prochainement pour l'achèvement des travaux.

CONSTRUCTION DU CENTRE HOSPITALIER EL-MAAROUF

Le chantier ne sera livré qu'en 2024

Contre vents et marées, la société chinoise qui s'est vu confier la construction du nouveau centre hospitalier universitaire national El-Maarouf promet de livrer le chantier début 2024. Dans

un entretien, le coordinateur du projet a rappelé qu'une mission chinoise de la société s'est rendue à Moroni et a regretté la hausse des prix des matériaux de construction, provoquée par la guerre en Ukraine. « Lors de la signature du contrat avec la société chinoise, on avait prévu une révision des prix en cas de force majeure. Et c'est exactement le cas avec la guerre d'Ukraine car le gravier et autres produits ont flambé. Donc les responsables de la

société chinoise sont venues discuter avec les autorités du pays sur ces difficultés pour trouver les voies et moyens de poursuivre les travaux », explique Moussa Dada, le coordinateur du projet. Ce dernier a rappelé que lors des deux vagues de la Covid-19, les travaux de construction du Centre hospitalier ont connu des interruptions qui ont par la suite ralenti le chantier pendant presque trois mois. Un retard qui a permis au gouvernement d'accorder encore un

décal supplémentaire à la société chinoise quant à la livraison du chantier.

C'est dans ce sens que le conseiller en infrastructures de la présidence a annoncé que le chantier ne peut pas être livré en février 2023 comme prévu. Selon lui, les travaux vont se poursuivre jusqu'à fin 2023. « Les plus grandes œuvres sont déjà réalisées. Il ne reste plus que des finitions à faire. Très prochainement une autre équipe chinoise doit arri-

ver à Moroni pour s'occuper des murs rideaux, peintures, carrelages, électricité et plomberie. Si d'ici 2023, aucun imprévu se présente, le chantier sera livré l'année prochaine », rassure-t-il. Il faut préciser que les matériaux prévus pour les finitions ne vont pas tarder à arriver au port de Moroni.

Kamal Gamal

ECONOMIE

Le MODEC incite les jeunes à s'investir dans les secteurs de l'économie bleue

Un séminaire de réflexion pour explorer des opportunités spécifiques liées à l'économie bleue et capitaliser des nouvelles entreprises chez les femmes s'est tenu ce mardi à l'agence nationale pour la promotion des investissements

(ANPI). Elle est organisée par le Moddec dans le but d'inciter les jeunes à s'investir d'avantage dans les secteurs liés à l'économie bleue. Le secteur de la pêche, le tourisme côtier et la gestion de déchets étaient mis en avant.

Dans le cadre du projet de développement de l'économie bleue aux Comores, un séminaire de réflexion en vue d'explorer des nouvelles opportunités économiques et capitaliser sur des nouvelles entreprises s'est tenu la

semaine dernière à l'ANPI antenne de Mohéli. Il a regroupé la mairie de la commune de Mwalimdjini, la direction régionale de la pêche, l'Agence nationale de la promotion des investissements (ANPI), le Parc national de Mohéli ainsi que les entreprises privées qui exercent des activités liées à l'économie bleue.

L'ordre du jour portait sur une réflexion et des propositions afin d'explorer des opportunités spécifiques pour les femmes entrepreneurs. Financé par le MODEC (Mouvement des entreprises comoriennes) dans le but de contribuer à réduire la pauvreté ainsi que le chômage dans le pays à travers l'économie bleue, tout en renforçant les enjeux de l'environnement.

« L'économie bleue c'est l'eau et tout ce qui l'entoure. Elle englobe la dimension sociale et environnemen-

tal. Il existe plusieurs opportunités de travail qu'on pourrait évidemment créer car ce concert a été senti partout comme une opportunité énorme pour la création d'emplois » souligne la consultante.

Ce qui est évident à ce jour, le concept d'économie bleue aux Comores ne semble pas encore franchir le terme de slogan. Pour preuve, les plages qui sont des lieux attractifs sont malheureusement transformées en déchèteries. Les îles Comores sont entourées par la mer pourtant les activités de pêche restent moins avancées. La pêche reste toujours artisanale et non industrielle or, paradoxalement, le besoin en produits halieutiques reste toujours élevé dans le pays.

Riwad



Le Moddec sur le terrain à Mohéli.

EBOLA EN OUGANDA :

Moroni renforce le contrôle aux frontières

Le ministère de l'intérieur a annoncé le renforcement des contrôles sanitaires au niveau des ports d'entrée dès ce lundi 10 octobre. Cette action vient après l'alerte maximale de la Tanzanie, pays voisin face au virus Ebola détecté en Ouganda.

Le pays se réveille enfin. Après la Tanzanie, c'est autour de l'Union des Comores d'activer son alerte. Le ministère de l'intérieur a annoncé le renforcement des contrôles au niveau des ports d'entrée dès ce lundi 10 octobre. D'après ce dernier, cette action vient après qu'une délégation composée des ministres de l'intérieur, des transports, de la santé,

et d'experts de l'OMS s'est rendue à l'aéroport international MPSI dans l'objectif de faire un état des lieux afin d'enclencher les mesures préventives et sanitaires dans les ports et aéroports dès ce lundi. « L'objectif est de protéger la population comorienne. Nous rappelons qu'une épidémie d'Ebola sévit actuellement en Ouganda. La Tanzanie et le Kenya sont en alerte maximum. Étant des pays voisins, notre vigilance doit être de mise et primordiale », lit-on sur la page Facebook du ministère de l'intérieur.

Joint par nos soins, le directeur général de la santé, Dr Saindou Ben Ali Mbae a expliqué que le pays est en phase de préparation. « La visite à l'aéroport avait pour objectif de faire

l'état des lieux et voir la mise en disposition au niveau des frontières. Il a été démontré que la fiche sanitaire est très urgente au niveau de l'aéroport. Plusieurs propositions ont été faites notamment la modernisation de certaines choses comme le thermo flash, on pourrait utiliser le scan thermique », avance-t-il. Et d'ajouter : « nous avons 6 agents de santé au niveau de l'aéroport pour la surveillance aux frontières. Et le plan Ebola doit être mis à jour pour être en conformité. Donc actuellement nous sommes en phase de préparation ».

L'OMS a indiqué mercredi 05 octobre dernier que l'Ouganda a dépassé la barre des 60 cas à virus Ebola dans le district de Mubudende

où l'épidémie a été déclarée le 20 septembre dernier et a tué 29 personnes dont quatre agents de santé. « Depuis la déclaration de l'épidémie le 20 septembre 2022, l'agence sanitaire mondiale de l'ONU fait état de 63 cas confirmés et probables dont 29 décès. De plus, 10 agents de santé ont été infectés et 4 sont décédés » lit-on dans le site ONU Info.

Malgré l'inquiétude, l'OMS se veut rassurante. « Cependant, plusieurs vaccins sont à différents stades de développement contre ce virus, dont deux pourraient commencer les essais cliniques en Ouganda dans les prochaines semaines, en attendant les autorisations réglementaires et éthiques du gouvernement ougandais », annonce le

Dr Tedros, selon ce même site d'info. Rappelons, que « le virus Ebola » se transmet à l'homme par des animaux infectés. La transmission humaine se fait par les liquides corporels. Malheureusement la souche soudanaise qui sévit actuellement en Ouganda n'a aucun traitement ni vaccin. Il s'agit d'un virus mortel dont les premiers symptômes peuvent inclure une fièvre, une faiblesse intense, des douleurs musculaires et un mal de gorge. La maladie peut être associée à d'autres maladies telles que le paludisme et la typhoïde. Jusqu'à ce jour l'Ouganda a exclu tout confinement.

Andjouza Abouheir

PENSION DES RETRAITÉS :

Le ministre des finances débloque 340 millions

Au lendemain de la sortie médiatique des retraités qui réclament 3 mois d'arriérés de pension, le ministre des finances Mzé Abdou Mohamed Chanfiou nie en bloc les accusations dont il est l'objet et assure que le problème des retraités est au cœur des préoccupations du gouvernement. Pour calmer cette grogne, l'argentier de l'Etat a débloqué plus de 340 millions KMF pour liquider un mois d'arriéré de 2019, et pour le mois de Septembre 2022.

Avant de s'envoler pour Paris, le ministre des finances a réagi sur la dernière

sortie médiatique des retraités. Mze Abdou Chanfiou dément les propos tenus à son égard et assure que ces propos ne reflètent absolument pas la réalité. « Tout d'abord, ce n'est pas dans mes habitudes d'être arrogant, et encore moins à l'égard des retraités. J'ai reçu des instructions du chef de l'État de tout faire régler ce dossier des retraités. Et dès mon arrivée aux finances, la question des retraités est devenue mon cheval de bataille », dit-il, devant une délégation conduite par le doyen Samir Ben Ali et M. Mzé Mbaba Degaulle venus exprimer les différentes problématiques auxquelles la caisse de retraite est confrontée aujourd'hui,

pour le paiement des pensions, notamment la créance farouche de 5 milliard KMF.

Le ministre montre aussi qu'il a évoqué le cas d'un mois d'arriéré qui était comptabilisé depuis 2019 et de l'admission des cadres supérieurs qui ont et qui vont prendre leur retraite et que la caisse de retraite doit prendre en charge. « Ces différents sujets demandent une étude et une réflexion très profonde pour apporter une solution pérenne », souligne-t-il. Suite à cette réunion, il a été convenu de mettre en place un nouveau conseil d'administration de la caisse où ces sujets seront exposés et débattus égale-

ment à l'ordre du jour.

« Et pour donner suite à toutes ces échanges, j'ai décidé en premier lieu de mettre en place un comité restreint qui va non seulement étudier les problématiques mais aussi proposer des solutions les mieux indiquées pour résoudre toutes les difficultés exposées d'autant plus qu'il y avait une étude déjà faite qui donnera des indications pour pouvoir proposer au ministre et au gouvernement les solutions les mieux adaptées », avance l'argentier de l'Etat, tout en annonçant qu'à la tête de ce comité, il a nommé l'ancien ministre des finances Abou Oubeid qui va travailler avec le trésorier

payeur général et la directrice de la caisse.

Le ministre des finances a ordonné aussi au Tpg de payer le mois en arriéré qui date de 2019 et ce mois de septembre 2022 pour un montant de plus de 340 million de francs comoriens. « Tout ça pour dire que suite aux différentes réunions, le ministère commence à apporter des solutions », conclut-il, en restant convaincu que des solutions pérennes seront trouvées.

Ibnu M. Abdou

SANTÉ DE LA MÈRE ET DE L'ENFANT

Lancement d'une clinique mobile à Ngazidja

La fondation Axian, Telma Comores, l'Unfpa et la Bic Comores signent une convention de partenariat tripartite pour la mise en service d'une clinique mobile en Grande Comore. Cette dernière va contribuer à la réduction de la mortalité maternelle, des violences basées sur le genre et des besoins non satisfaits en planification familiale.

Comme dans ses engagements auprès des communautés, Telma Comores s'est associée à la fondation Axian, la Bic Comores et l'agence directrice des Nations unies en charge des questions de santé et droits sexuels et reproductifs (UNFPA), afin de mettre en service une clinique mobile spécialisée dans la santé mère-enfant, planification familiale et violence basée sur le genre. Cette dernière offrira des services de santé de proximité gratuits et de qualité pour mère et enfant au sein de 108 villages de la Grande

Comore. Elle permettra d'effectuer 5 000 consultations médicales par an et d'attendre, sur la même période, 22 000 bénéficiaires. « L'UNFPA s'est engagé à mettre fin aux décès maternels évitables et lutter contre la violence basée sur le genre. Pour réussir, nous devons

nous tourner vers le secteur d'où ce partenariat avec Telma Comores et la BIC pour sauver des vies des femmes. Ces femmes qui veulent donner la vie », déclare Mamadou Boina Maecha, assistant représentant de l'UNFPA.

Cette clinique répond à deux



problématiques majeures auxquelles les Comores font face au quotidien, à savoir le déficit important de l'offre en soins de santé mère et enfant en matière de ressources humaines et d'intrants et équipements médicaux, le manque d'accessibilité à une structure médicale de proximité. Selon une enquête démographique de santé 2012, le taux de mortalité maternelle est de 172 décès pour 100 000 naissances vivantes et le taux de mortalité néonatale est de 24 pour 1 000 naissances vivantes. « La clinique fera à bord des échographies, des consultations, des prises en charges des violences basées sur le genre et autres », précise-t-il, avant d'ajouter que « dans les deux autres îles, ils ont déjà leurs cliniques mobiles. Et c'est à travers ces résultats satisfaisants qu'on a décidé de mettre en service cette clinique mobile à Ngazidja ». Selon lui, la clinique mobile d'Anjouan a pu faire 11 700 consultations l'année écoulée.

Pour rappel, l'objectif de la cli-

nique mobile est de contribuer à la réduction de la mortalité maternelle, des violences basées sur le genre et des besoins non satisfaits en planification familiale. Le personnel de la clinique sera particulièrement formé sur le concept de services de proximité et les thématiques de santé de la reproduction, planification familiale, le dépistage du cancer du col de l'utérus, l'approche syndromique pour le traitement des infections sexuellement transmissibles et les violences basées sur le genre. « Nous sommes fiers de faire ce partenariat car il va permettre de sauver des vies », souligne à son tour Christophe Olivier, le directeur général de Telma Comores. L'équipe médicale de la clinique mobile est composée d'un médecin généraliste, 2 sages femmes, un conducteur et un gestionnaire du véhicule.

Nassuf Ben Amad

Les équipes comoriennes continuent de traîner et porter la fierté du pays un peu partout. Après la Youth League de Nigata, c'est au tour des U20 de prendre part à la Cosafa cup de la catégorie en Eswatini. Et les U20 gagnent d'entrée contre la Namibie.

C'est dans l'ex Swaziland, une monarchie dirigée de main de fer depuis 2004 par le Roi Mswati III que la Cosafa Cup des moins de 20 ans va se dérouler cette année 2022. Avec son million d'habitants, l'Eswatini est l'un des pays les plus pauvres d'Afrique avec plus de trois quart de la population vivant avec moins de 2 dollars par jour, le seuil de pauvreté.

C'est en compagnie de la Namibie de l'Afrique du Sud et du Malawi que les Comores tenteront de décrocher leur qualification pour les quarts de finale. Les jeunes Coelacanthos ont fait leur entrée ce samedi contre la Namibie à 15h 30 heures de Moroni. Pour constituer son groupe le sélectionneur Abbasse Chanfi a fait appel à 18 joueurs pour défendre les couleurs du pays. Si l'équipe reste dominée par ceux qu'on

COSAFA

Les U20 gagnent contre la Namibie



Victoire des U20 contre Namibie.

appelle des expatriés, quatre joueurs locaux (Nassurdine Idari, Idjlal Mohamed Moegne, Moudjibouddine Azade et Ismael Youssouf Bouhtane) font leur apparition sans cette liste.

Cette entrée des locaux s'est fait à la faveur de 5 absents majeurs, qui avaient récemment disputés la Youth League de Nigata au Japon selon le site spécialisé 269 Comores Football "

ils sont au total 18 joueurs à figurer sur la liste finale des Comores. Le groupe sera néanmoins privé de plusieurs de ses cadres dont pour la plupart sont retenus par leurs clubs respectifs. En effet, la période prévue pour la compétition n'est pas une fenêtre FIFA. Mais ce n'est pas la seule raison. L'UEFA Youth League pourrait aussi expliquer par exemple l'absence des joueurs de l'Olympique de Marseille (5 potentiels) et du FC Nantes (Adel Mahamoud).

Après le match victorieux (1-0) contre la Namibie, les verts font office de prétendant pour les deux places qualificatives du groupe C pour les quarts de finales. Pour confirmer leur bonne entame, les verts doivent battre le Malawi demain mardi, une victoire qui va leur assurer une qualification à coup sur. Après le Malawi, ils feront face à l'Afrique du sud le 13 octobre. Des jeunes Bafana-Bafana qui sont mal en point après leur défaite (0-2) lors

de leur premier match contre le Malawi.

S'ils arrivent à sortir parmi les deux premiers de ce groupe C, les verts se qualifieront pour les quarts de finale ce qui sera un premier pour notre pays. Quelles sont les chances de voir nos jeunes poudres remporter le trophée, elles sont certainement minces si on tient compte de la dernière prestation lors de leur sortie au Japon ou ils sont rentrés avec une valise de 11 buts encaissés pour un seul marqué. Leur prestation par contre la Namibie redonne un peu d'espoir aux nombreux supporters des verts qui aimeraient voir leur équipe revenir avec la meilleure prestation possible. Avec cette victoire contre la Namibie, les verts entretiennent l'espoir de tout un peuple sur la possibilité des Comores d'être le pays deuxième de l'océan indien à remporter le trophée après Madagascar en 2005.

AS Badraoui

BOXE :

Un poing commun entre les fédérations comorienne et réunionnaise

Un vent de changement est entrain de souffler dans le noble art (Boxe) comorien. Longtemps dans l'ombre malgré des résultats probants, la FCB a opéré un virage à 180° depuis l'arrivée de Mohamed Abdou Mbechezi à sa tête en juillet dernier.

Tout au long du week-end dernier, le petit monde de la boxe comorienne était en effervescence. Une délégation réunionnaise était dans nos murs pour affermir les liens avec le Comité Olympique Comorien plus particulièrement avec la Fédération Comorienne de Boxe. Formé à l'école réunionnaise, c'est tout naturel si le président de la FCB souhaite établir une relation privilégiée avec son homologue réunionnais. Présidée depuis des années par Claude Villendeuil, la fédération réunion-

naise souhaite établir une relation de confiance sous forme d'échanges avec la FCB. « On a la possibilité d'établir des échanges, on compte fortement là sur toute une procédure. On organise à La Réunion un tournoi de préparation en novembre », avait répondu à la presse Claude Villendeuil.

Lors de son passage à Moroni, le président du CROS était accompagné d'une forte délégation d'athlètes et de techniciens du monde de la boxe pour des échanges avec leurs homologues comoriens. Durant la journée de vendredi, des échanges ont été organisés dans la salle de boxe de l'INJS entre boxeurs des deux îles pour évaluer et jauger le niveau des locaux. Des échanges jugés fructueux par les dirigeants du noble art comorien à commencer par le président Mohamed Mbechezi. « Nous avons organisé une série d'é-

changes avec nos amis réunionnais pour que chacune des deux parties puissent apporter à l'autre son savoir faire », avance-t-il. Et le président de parler d'avenir, surtout de l'ambition de sa fédération. « Nous avons beaucoup d'ambition, nous ne voulons plus faire de la figuration. On veut être parmi les fédérations qui ramèneront des médailles d'or lors des différentes sorties », précise-t-il.

Confronté à des multiples défis depuis son arrivée à la tête de la boxe comorienne, Mohamed Mbechezi se veut tout de même rassurant. « On n'a pas le temps de regarder derrière le rétroviseur, nous voulons aller de l'avant pour atteindre nos objectifs que ce soit cette année lors des jeux de jeunes ou l'année prochaine pour le championnat d'Afrique ou encore le championnat d'Afrique féminin », insiste-t-il. Et le président de continuer sur sa



Echanges entre les fédérations de boxe de La Réunion et des Comores.

détermination à mener la boxe comorienne au sommet. « Nous avons la détermination, l'ambition mais surtout la volonté de faire bou-

ger les choses. Avec l'aide de Dieu on espère y arriver », conclut-il.

AS Badraoui

26E SESSION DU COMITÉ DES FORÊTS (COFO)

Préserver les forêts, pour éviter l'émission de 3,6 gigatonnes de gaz à effet de serre entre 2020 et 2050

La Session a débuté le lundi 3 octobre à Rome (Italie). Après s'être occupé des questions d'organisation, le Comité a examiné le rapport phare de la FAO sur la foresterie, la situation des forêts du monde en 2022 (SOFO 2022), et a discuté des liens entre l'agriculture et la foresterie.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le Directeur général de la FAO, Qu Dongyu, a souligné l'importance des messages du SOFO 2022 et de la Déclaration de Séoul du XV^e Congrès forestier mondial. Il a salué la discussion sur les liens entre l'agriculture et la foresterie comme une étape impor-

tante pour identifier les opportunités d'améliorer la complémentarité entre les secteurs et de renforcer les réponses politiques coordonnées sur les synergies et les compromis.

Le Comité a entamé une discussion sur le SOFO 2022, qui explore le potentiel de trois voies forestières interdépendantes pour parvenir à une relance verte et faire face aux crises planétaires multidimensionnelles pour stopper la déforestation et entretenir les forêts, la restauration des terres dégradées et l'expansion de l'agroforesterie et utiliser durablement les forêts et construire des chaînes de valeur vertes. Les membres intervenant se sont concentrés sur les actions que la

FAO devrait inclure dans ses efforts pour promouvoir les trois voies forestières, notamment: remplacer les politiques néfastes par des incitations à la gestion durable des forêts (GDF), aborder l'accès au crédit et à la propriété foncière; augmenter les économies vertes, et soutenir la gestion des ressources naturelles et des bassins versants pour atténuer la dégradation des terres.

Il a été discuté des liens entre l'agriculture et la foresterie, sur la base d'un rapport de la FAO produit en réponse à une demande du Conseil de la FAO en 2020. Selon la FAO, les forêts jouent un rôle important en termes de résilience,

d'adaptation et d'atténuation du changement climatique car elles servent de réservoirs de stockage du carbone, elles abritent la biodiversité, et elles atténuent les risques causés par les impacts de la crise climatique. Ainsi en arrêtant la déforestation et en préservant les forêts, on pourrait éviter l'émission d'environ 3,6 gigatonnes d'équivalent dioxyde de carbone (GtCO₂e) par an entre 2020 et 2050, dont environ 14 pour cent de ce qui est nécessaire jusqu'en 2030 pour limiter le réchauffement à moins de 1,5 °C, tout en sauvegardant plus de la moitié de la biodiversité terrestre.

Par ailleurs, la restauration des terres dégradées et le développe-

ment de l'agroforesterie font également partie de la solution. En effet, un milliard et demi d'hectares de terres pourraient être bonifiées et l'accroissement de la couverture arborée pourrait stimuler la productivité agricole sur un autre milliard d'hectares. Il faut savoir que les forêts couvrent 31% de la surface terrestre mondiale, contribuant à atténuer le changement climatique en stockant environ 296 gigatonnes de carbone et abritent la majorité de la biodiversité terrestre mondiale. Cette 26eme a pris fin le vendredi 7 octobre.

Mmagaza